

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 19/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LABORATOIRE OXENA

Chemin de Chauvière

07400 Rochemaure

Références : 20260119-RAP-DAEN0064

Code AIOT : 0100303158

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2026 dans l'établissement LABORATOIRE OXENA implanté Chemin de Chauvière 07400 Rochemaure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure, de suspension d'activités et de mesures conservatoires du 08/12/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABORATOIRE OXENA
- Chemin de Chauvière 07400 Rochemaure
- Code AIOT : 0100303158
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Un entrepôt d'environ 3 600 m² permet le stockage de produits chimiques, notamment de grandes quantités d'hypochlorite de sodium en petits contenants.

L'inspection a contrôlé l'intérieur de l'entrepôt.

Les abords du site sont constitués par :

- un ruisseau à 50 m en aval hydraulique au Nord;
- le fleuve Rhône à 550 m en aval hydraulique à l'Est ;
- la voie ferrée à 20 m à l'Ouest ;
- une zone d'habitations individuelles, dont la plus proche est à 20 m des murs de l'entrepôt ;
- la route nationale RN102 à 100 m au Nord et la route départementale RD86 à 240 m à l'Est de l'entrepôt ;
- un camping à 200 m au Nord du site.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Récolement de l'arrêté de mise en demeure, de suspension d'activité et de mesures conservatoires

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
NC1_2025 – Défaut d'autorisation	Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9	Avec suites, Suspension, Mesures conservatoires, Amende, Mise en demeure, dépôt de dossier	Poursuite de la suspension, Amende, Consignation
NC1_2026 - Régularisation de la situation administrative	AP de Mise en Demeure du 08/12/2025, article 1	/	Poursuite de la suspension
NC2_2026 - Suspension d'activité	Arrêté Préfectoral de suspension du 08/12/2025, article 2	/	Poursuite de la suspension, Amende, Consignation

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire
NC3_2026 - Mesures conservatoires	AP de Mesures Conservatoires du 08/12/2025, article 3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est engagé à cesser son activité de stockage d'eau de Javel sur le site de Rochemaure mais n'a pas transmis tous les éléments réglementairement requis.

La suspension d'activité n'est pas respectée : encore environ 250 t d'eau de Javel est présente sur le

site. Le site est désormais SEVESO seuil bas. L'exploitant s'était pourtant engagé à supprimer ses stocks sans délai. Plus d'un mois après cet engagement, l'inspection constate que seule une partie des stockages a été enlevée.

2-4) Fiches de constats

NC1_2025 – Défaut d'autorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/11/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Suspension, Mesures conservatoires, Amende, Mise en demeure, dépôt de dossier
Prescription contrôlée : <p>4741 : Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Supérieure ou égale à 200 t (A)2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t (D) <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</p> <p>4510 : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Supérieure ou égale à 100 t (A)2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC)
Constats : <p><u>Constats précédents lors de la visite du 20/11/2025 :</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a déclaré avoir environ 500 palettes sur site, dont 140 palettes d'eau déminéralisée.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'environ :</p> <ul style="list-style-type: none">- 578 palettes contenant de l'hypochlorite de sodium à moins de 5 % de chlore actif (principalement de l'eau de Javel 2,6 %), d'un poids moyen unitaire évalué par l'inspection de 560 kg, soit 323,6 t ;- 379 GRV contenant des berlingots fuyards d'hypochlorite de sodium à moins de 5 % de chlore actif (objet d'un litige), d'un poids moyen unitaire évalué par l'inspection de 500 kg, soit 189,5 t ;- 24 palettes d'hypochlorite de sodium à plus de 5 % de chlore actif (principalement de l'eau de Javel 9,6 %), d'un poids moyen unitaire de 560 kg, soit 13,4 t ;- 65 palettes de produit pH moins (acide sulfurique), d'un poids moyen de 560 kg, soit 36,4 t ;

- de nombreuses palettes de cartons (au moins 30 palettes) ;- de nombreuses palettes de bidons vides plastiques (au moins 30 palettes) ;
 - le nombre de palettes d'eau déminéralisée n'a pas été évalué.
 Aussi, les stockages présents relèvent a minima du classement suivant :
 Rubrique 4741-1 : régime de l'autorisation SEVESO seuil haut par dépassement direct du seuil pour une quantité évaluée à 513 t.

Le site ne fait à ce jour l'objet ni d'une déclaration ni d'une autorisation. Le site est donc en défaut d'autorisation SEVESO seuil haut au titre de la rubrique 4741-1 de la nomenclature des ICPE.

Constats du 12/01/2026 :

L'inspection a constaté la présence d'environ :

- 78,5 palettes contenant de l'hypochlorite de sodium à moins de 5 % de chlore actif (principalement de l'eau de Javel 2,6 %), d'un poids moyen unitaire évalué par l'inspection de 576 kg, soit 45,2 t (concentration indiquée sur l'étiquetage des contenants) ;
- 382,5 GRV contenant des berlingots fuyards d'hypochlorite de sodium à moins de 5 % de chlore actif (objet d'un litige) (concentration indiquée sur l'étiquetage des berlingots), d'un poids moyen unitaire évalué par l'inspection de 500 kg, soit 191,25 t ;
- 28 palettes d'hypochlorite de sodium à plus de 5 % de chlore actif (principalement de l'eau de Javel 9,6 %, concentration indiquée sur l'étiquetage des contenants), d'un poids moyen unitaire de 560 kg, soit 15,68 t ;
- 3 palettes de gel hydroalcoolique et 1 palette d'alcool ménager, soit environ 3 t de liquides inflammables ;
- aucune palette de produits pH moins (acide sulfurique) ou d'acide phosphorique ;
- de très faibles quantités d'emballages plastiques vides (quelques m³);
- pas de palette d'emballages carton ;
- le nombre de palettes d'eau déminéralisée n'a pas été évalué.

L'exploitant déclare que l'eau de Javel stockée a une concentration en chlore actif faible et inférieure à ce qui est mentionné sur les emballages des berlingots et bidons, sans apporter aucun élément de preuve.

Aussi, les stockages présents relèvent a minima du classement suivant :

Rubrique 4741-1 : régime de l'autorisation SEVESO seuil bas par dépassement direct du seuil pour une quantité évaluée à 236,4 t.

Le site ne fait à ce jour l'objet ni d'une déclaration ni d'une autorisation. Le site est donc en défaut d'autorisation SEVESO seuil bas au titre de la rubrique 4741-1 de la nomenclature des ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Poursuite de la suspension, Amende, Consignation

NC1_2026 - Régularisation de la situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2025, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Cessation

Prescription contrôlée :

La société LABORATOIRE OXENA, dont le siège social est situé 128 avenue de Chateau Fleury - 26100 Romans-Sur-Isère, exploitant un entrepôt de stockage de produits dangereux sise chemin de Chauvière sur la commune de ROCHEMAURE (07400) est mise en demeure de régulariser sa

situation administrative soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation conformément à l'article R.181-12 et suivants du code de l'environnement ;
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état, prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de 15 jours, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de 6 mois. L'exploitant fournit dans un délai de 1 mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution du dossier de demande ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective sous 1 mois et l'exploitant transmet en préfecture dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article R.512-39-1 du code de l'environnement

I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.[...]

II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

Article R. 512-75-1 du Code de l'environnement

I. La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination « du ou des usages futurs » selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état. [...]

III. La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

IV. La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité

s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 04/12/2025, l'exploitant s'est positionné sur une cessation d'activité : « nous avons décidé de procéder à la fermeture du site de ROCHEMAURE sans délai ».</p> <p>Il détaille l'évacuation des produits dangereux du site. Il ne détaille pas la liste des terrains concernés. Les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1 ne sont en effet par toutes transmises. Il manque :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la gestion des déchets présents (notamment emballages vidés, solides imprégnés souillés...) ; - les interdictions ou limitations d'accès ; - les mesures de suppression des risques d'incendie ; - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. <p>Lors de la visite du 12/01/2026, l'exploitant indique ne pas avoir encore contacté de bureau d'études pour la délivrance des ATTES-SECUR, ATTES-MEMOIRE et ATTES-TRAVAUX. L'exploitant a indiqué qu'aucun déchet ne partirait du site de ROCHEMAURE et que tout serait rapatrié sur le site de PORTES-LES-VALENCE (à noter que ce site n'est pas une installation autorisée pour le transit de déchets).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1 doivent être transmises sous 7 jours et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la gestion des déchets présents (notamment emballages vidés, solides imprégnés souillés...) ; - les interdictions ou limitations d'accès ; - les mesures de suppression des risques d'incendie ; - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Poursuite de la suspension

NC2_2026 - Suspension d'activité

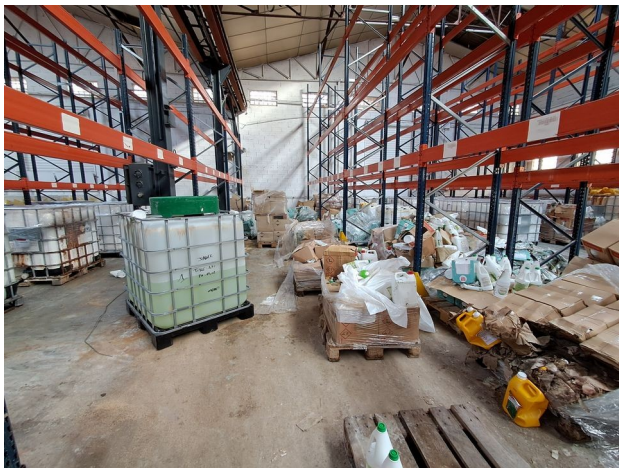
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2025, article 2
Thème(s) : Illégaux, Suspension
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation exploitée par la société LABORATOIRE OXENA, sise Chemin de Chauvière 07400 ROCHEMAURE est suspendu à compter de la date de notification du présent arrêté (le 09/12/2025) jusqu'à ce qu'il ait été statué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la demande de régularisation mentionnée à l'article 1 ci-dessus ; - ou sur les modalités de cessation d'activité au vu du dossier mentionné à l'article 1 ci-dessus, à compter de la date de notification du présent arrêté ; <p>La suspension d'activité consiste en l'évacuation des déchets et produits dangereux dans des</p>

quantités inférieures aux seuils de déclaration. [...]

Constats :

Selon les constats du point de contrôle NC1_2025 ci-avant, il y a encore 236 t d'eau de Javel à moins de 5% de chlore actif et 15 t d'eau de Javel à plus de 5% de chlore actif stockées sur le site, soit un dépassement du seuil de la déclaration sous la rubrique 4741 (mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif) qui est de 20 t.

La suspension d'activité n'est pas respectée.





Par courriel du 12/01/2026, l'exploitant s'engage à avoir évacué l'ensemble des produits chimiques du site de Rochemaure au plus tard le 16 janvier. Il indique avoir titré chaque GRV et qu'ils ne sont plus classés et ne rentrent plus dans une rubrique ICPE. Aucun élément probant n'est transmis dans ce courriel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Poursuite de la suspension, Amende, Consignation

NC3_2026 - Mesures conservatoires

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 08/12/2025, article 3

Thème(s) : Illégaux, Mesures conservatoires

Prescription contrôlée :

Dans l'attente de l'évacuation des déchets et produits dangereux contenus dans l'entrepôt sise Chemin de Chauvière 07400 ROCHEMAURE, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :

- un gardiennage avec présence humaine permanente est assuré 24 h/24, 7 jours/7 ;
- le courant électrique est coupé en l'absence de présence humaine ;
- les opérations de charge d'accumulateurs sont effectuées à l'extérieur de l'entrepôt de stockage de produits dangereux pour prévenir la propagation d'un départ de feu ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque est mise en place, notamment l'interdiction de fumer dans sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 susvisé.

La société LABORATOIRE OXENA prend toutes les mesures utiles pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement durant la période de suspension.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. A minima, en l'absence de rétention, les petits contenants de produits incompatibles sont éloignés entre eux d'au moins 10 m.

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Les éléments justifiant de cette évacuation vers des installations autorisées sont transmis à l'inspection le jour de l'évacuation.

Constats :

Gardiennage

Par courriel du 04/12/2025, l'exploitant a transmis un devis et le bon de commande associé du 02/12/2025 pour le gardiennage par la société VIGIE DU VAL DE DROME du lundi au jeudi de 17h00 à 08h00 et du vendredi 17h00 au lundi 08h00.

Il indique également, dans le courrier associé, que le gardiennage est prévu 24h/24. Cela sous-entend que du personnel soit présent en l'absence du gardien.

Lors de la visite du 11/12/2025, l'inspection a constaté l'absence de gardien et l'absence de personnel sur le site. L'exploitant indique que l'employé qui devait être sur le site de Rochemaure ce jour a été demandé sur le site de PORTES-LES-VALENCE pour cause d'absence d'un autre membre du personnel. Aucun gardien n'a été mis en remplacement.

Par courriel du 12/12/2025, l'exploitant indique que le contrat de gardiennage est "passé en 24h/24 et 7/7 pour éviter les déconvenues suite à des absences éventuelles" et que cela est effectif à compter du 12/12/2025. Aucun élément justificatif associé n'a été transmis.

Lors de la visite du 12/01/2026, l'inspection a constaté la présence de personnel. Aucun gardien

n'était présent. L'engagement pris par courriel du 12/12/2025 n'est pas tenu considérant qu'il n'y avait pas de gardien. Cependant, l'inspection n'a pas constaté à nouveau le non-respect de la mesure conservatoire.

Par courriel du 12/01/2026, l'exploitant indique que le contrat de gardiennage cessera le 16/01/2026, une fois que l'entrepôt sera vidé.

Courant électrique coupé en l'absence de personnel et opérations de charge d'accumulateurs

Lors de la visite 12/01/2026, l'inspection a constaté la présence d'une ancienne armoire électrique sous tension, non séparée du reste du dépôt par des murs coupe-feu ni des portes. L'exploitant a indiqué qu'il n'était pas possible de couper cette armoire car elle dessert la société voisine VIDALOT.

L'inspection n'a pas constaté d'écart considérant que du personnel était présent lors de la visite. Cependant, si l'armoire électrique est toujours alimentée en l'absence de personnel et de gardien, la mesure conservatoire n'est pas respectée.

L'inspection n'a pas constaté la mise en œuvre d'opération de charge d'accumulateurs dans l'entrepôt.



Ancienne armoire électrique sous tension dans local non fermé attenant au stockage

Interdiction d'apporter du feu

L'inspection n'a pas constaté la présence de points chauds ou de flamme lors de la visite.

Produits incompatibles

Sur la base des étiquetages présents et lisibles sur les contenants de produits chimiques, l'inspection n'a pas constaté la présence d'acides sur le site. Seuls des liquides inflammables, en plus de l'eau de Javel, sont présents.

L'ensemble des GRV et palettes sont stockés au sol (plus de stockage en rack).

Déchets

L'exploitant déclare ne pas avoir de déchets sur site. Il indique que les produits chimiques, y compris les GRV contenant des berlingots fuyards, sont des produits de litige et non des déchets.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de sciure imprégnée de produits chimiques au

sol et de bidons vides usagés plastiques. Ce sont en revanche des déchets.

L'exploitant déclare qu'aucun déchet ne part du site de ROCHEMAURE, que tout part sur le site de PORTES-LES-VALENCE. A noter que le site de PORTES-LES-VALENCE n'est pas autorisé à recevoir les déchets issus d'un autre site. Ce sujet n'a pas été davantage creusé par l'inspection. Il ne pourra être pleinement vérifié que plus tard. A ce stade, aucun établissement à l'adresse du site de Rochemaure n'est recensé sur Vigiedéchets. A noter qu'en l'absence de n° de SIRET pour le site de Rochemaure, cela complique les contrôles sur les déchets.



Type de suites proposées : Sans suite